

## Contribution au débat dans l'US G10 Solidaires.

### La Rentrée des classes.

Depuis plus de vingt ans avec les premières grandes vagues de licenciement dans la sidérurgie en France, la notion de *classe ouvrière* a disparu des médias, des préoccupations de l'intelligentsia en France. Pour de nombreux analystes, son existence même a complètement cessé d'exister et est renvoyée à un dix neuvième siècle héroïque et souffrant. Le retour de balancier conceptuel a eu lieu et, sous la pression du mouvement social, depuis quelques années, les mêmes analystes se sont aperçus qu'il existait toujours des ouvriers, voire même des ouvrières, essentiellement à travers les nouvelles vagues de licenciements qui sont à nouveau perçues comme un grave problème social.

Notre organisation est engagée sur des terrains qui recourent très souvent la question ouvrière (précaires, chômeurs, sans papiers, femmes de ménage, nouveaux syndicats qui intègrent Solidaires (Sud Michelin, Fenwick, Kodak, Thomson, Sud Renault, Sud auto à Sochaux, Sud auto à Aulnay récemment ...). Ce texte veut être une contribution qui vise à redonner chair à une notion mythique, majuscule, masculinisée, mais qui donnait espoir et identité à ceux qui en étaient porteurs. Il doit être possible, pour nous, aujourd'hui, de se réapproprier cette notion de classe, en étant capable de l'élargir. Solidaires est perçu souvent par ces mêmes médias comme une organisation moderne, porteuse d'un nouveau courant syndical, d'un nouveau courant d'idées. Nous pouvons nous servir de cette représentation, y compris dans la lutte symbolique et conceptuelle.

Le G10 local Solidaires de Seine St Denis a pour rôle d'intervenir dans un des départements qui reste l'un des plus ouvriers de France. Nous sommes depuis des années au côté des ouvriers sans papiers, mais notre développement dans les entreprises industrielles, encore importantes, du département, ne fait que commencer. Aux dernières élections prud'homales, nous avons présenté 3 listes, mais n'avons pu monter une liste « *industrie* ». A l'échelle nationale, c'est seulement 21 listes « *industries* » sur 177 présentées par notre Union, qui ont été en concurrence avec les confédérations le 11 décembre 2002. Cette difficulté associée avec des discussions avec des camarades de l'organisation, métallos, cheminots ou mécaniciens aériens est à l'origine de ce texte soumis au débat.

### Produits partout, producteurs nulle part.

La surdétermination du langage par l'économique, amène depuis plusieurs années à traiter dans le langage, les médias, la pub, les discours, toute marchandise, voire toute réflexion comme un « *produit* » affaiblissant et réduisant la langue française au profit d'une terminologie économique indigente (qu'est ce qui n'est pas produit ?).

En revanche, les producteurs n'existent plus sur le devant de la scène. En même temps qu'ils disparaissent, disparaît complètement, de l'usine à l'université, la notion de classe et de classe ouvrière.

Hormis les doctrinaires les plus libéraux il existe peu d'analystes honnêtes en France pour nier l'existence, sinon de classes antagoniques au moins l'existence de celles ci et au minimum d'une seule : la classe bourgeoise<sup>1</sup>. L'origine et l'étymologie du terme classe est issue de l'Antiquité romaine où, à Rome, la population est divisée en classe selon les niveaux de revenus à des fins fiscales. Le retour du terme se situe bien sûr au début du dix neuvième siècle avec la montée en puissance de l'industrialisation en Europe, avec un décalage en France quant au nombre d'ouvriers, et c'est Guizot (qu'il est difficile de taxer d'ouvriériste) qui définit deux classes : la classe ouvrière qui tire sa substance de son travail, de ses bras et la classe savante qui vit de ses propriétés et du travail de son esprit. Une trentaine d'années plus tard K. Marx<sup>2</sup> reprenait cette notion qui, derrière lui, avec le mouvement socialiste et communiste international devait connaître un succès planétaire.

Nous sommes en 2004, il n'est pas possible de reprendre les mêmes définitions (d'ailleurs imprécises) du dix neuvième siècle ni les caricatures qui en ont été faites du type forgeron puis mineur ou métallo avec des gros bras, une conscience innée de classe, une *haute qualification professionnelle*, une éthique absolue de la valeur travail<sup>3</sup>, qui travaille dans une *forteresse ouvrière*, dont la représentation en France a longtemps été Maurice Thorez, et son avatar au cinéma : Jean Gabin. En URSS ou en Chine dont les dirigeants étaient censés incarner le prolétariat, la simple naissance et l'appartenance à la classe ouvrière apportait des privilèges (relatifs) sur les individus qui étaient nés fils de commerçants, d'agriculteurs ou de propriétaires fonciers ; en tout cas permettait des filières de promotion que n'avaient pas ces derniers. En France cette représentation excluait au moins à partir de la fin des années 1920 les O.S.<sup>4</sup>, les non qualifiés, les immigrés<sup>5</sup>, les ouvrières et les chômeurs qui, ensemble, formaient bien entendu la majorité de la classe. Cette histoire est largement connue, dénoncée, publiée<sup>6</sup>.

### **La fin des classes.**

La fin de cette représentation héroïque et réductrice apparaît après 1979 et les luttes dos au mur des sidérurgistes qui, malgré une défense multiforme, vont voir leurs effectifs diminuer des deux tiers quand en parallèle Usinor, par exemple, redevenait le premier groupe sidérurgique mondial. Dans le même temps les ouvriers de l'automobile voyaient leur nombre diminué de moitié, des pans entiers industriels étaient supprimés ou délocalisés (usines textile, chaussure, mineurs de fer, mineurs de charbon...). Les « bastions » ouvriers, les « forteresses » ouvrières comme aimaient à les appeler les journalistes en mal de copie<sup>7</sup> tombaient les unes après les autres, laissant des régions pour un temps sinistrées (Lorraine, Nord, Seine St Denis). A Paris, Boulogne-Billancourt, St Denis, les grandes usines licenciaient. Citroën Javel et Renault Billancourt les deux plus grandes usines de France fermaient leurs portes sans que leurs ouvriers puissent s'y opposer. A partir de là, les termes de classes et d'ouvriers disparaissaient complètement en terme de représentations dans la société française. Les journalistes, sociologues, historiens<sup>8</sup> expliquaient doctement la fin des classes<sup>9</sup> liée aux changements dans le processus de fabrication. Les cadres et cameramen de télévision devaient se contorsionner pour faire des plans de robots à l'intérieur des usines sans qu'on voie les ouvriers qui les alimentaient derrière.

### **Etat des lieux : une classe « en soi ».**

Les chiffres indiquant la disparition de la classe ouvrière sont bien entendu impossibles à trouver. La myopie hexagonale des analystes leur interdisait pendant 30 ans d'apercevoir à une échelle plus large que la France, la croissance immense du nombre d'ouvriers dans le monde due à la prolétarisation du monde rural à l'échelle planétaire. La notion de classe n'a jamais été renfermée ni au niveau de l'hexagone, ni à celui de l'Europe mais a toujours eu une représentation mondialisée.

Un forum récent au FSE de Florence sur cette question chiffrait à 719 millions le nombre d'ouvrier(e)s dans le monde en 1998, à partir d'un rapport de la Banque Mondiale<sup>10</sup> ce qu'aucun des analystes du dix neuvième siècle n'avait pu prévoir.

Nous avons progressé, et cette idée de la croissance mondiale du nombre d'ouvriers est davantage répandue en 2004. Les tenants de la disparition des classes se recentrent sur l'Europe et la France. Là encore les chiffres sont éclairants, le même rapport montrait la suppression en 20 ans de 50% de la classe ouvrière industrielle en Grande Bretagne, un tiers en Belgique, mais autour de 20% en France, et pour la même période, une croissance de l'emploi industriel aux USA<sup>11</sup>. Il chiffrait, avec du recul, le nombre d'ouvrier(e)s d'industrie dans les pays capitalistes avancés à : 60 millions en 1950, 120 millions en 1970, et un léger recul, 112 millions en 1995. On est loin des chiffres du dix neuvième ou la classe ouvrière, peu nombreuse, portait cependant la représentation d'une classe dangereuse<sup>12</sup>.

En France, les chiffres diffèrent selon les auteurs mais malgré la disparition de corporations entières, et parmi celles qui représentaient la classe comme les mineurs ; la quasi disparition des ouvriers agricoles, la diminution de moitié des travailleurs de l'automobile, la réduction des deux tiers des sidérurgistes ; le nombre d'ouvrier(e)s restait très important. L'effectif maximum a été atteint en 1982 avec 8,3 millions de personnes, il était de 3,56 millions en 1866; il est aujourd'hui autour de 6 millions. Au niveau de la population active, si les effectifs des employés et du commerce sont en progression continue<sup>13</sup>, les « ouvriers » en tant que catégorie sociale recensée par l'INSEE passent de 31% à 27% de la population active et restent la profession (au sens PCS de l'INSEE)<sup>14</sup> la plus nombreuse malgré leur diminution relative de 2 millions d'unités depuis la fin des années 1970 (dont 1 million d'emplois supprimés et 1 million de chômeurs qui ne sont pas décomptés dans la même catégorie ouvrière). Enfin, il est clair, que la statistique n'est pas neutre; les salariés du nettoyage, du gardiennage par exemple étaient des ouvriers<sup>15</sup> dans les années antérieures et étaient répertoriés par l'INSEE dans le secteur secondaire. Avec l'externalisation, la sous-traitance, ils sont plusieurs centaines de milliers aujourd'hui en France à côtoyer les employés, catégories intermédiaires et cadres, et à figurer avec ceux ci dans le secteur tertiaire<sup>16</sup>.

Sur la différence notable entre les ouvrier(e)s et les autres couches et classes sociales concernant : la mortalité précoce, la morbidité, la culture, l'échec scolaire, la possession de patrimoine, les accidents du travail, le taux de handicap... les différences sont importantes, elles sont recensées, publiées, accessibles même si elles n'ont pas une grande diffusion<sup>17</sup>.

## Salarié(e)s partout ...

On assiste continûment au bouleversement du processus de production, l'introduction du taylorisme, d'abord aux USA puis vers 1912 en France, créait un travail déqualifié, aliéné qui modifiait la condition ouvrière. Il n'est pas besoin ici de réfuter « la fin du taylorisme », il suffit de se promener dans quelques usines pour s'apercevoir que le « travail en miettes » n'a pas changé de nature<sup>18</sup>, que les jeunes O.S. français d'origine immigrée immédiate font souvent le même travail que leurs pères immigrés dans les années 1960-70 dans les usines Peugeot de la région parisienne, et que ce travail n'est pas fondamentalement différent de celui que devaient fournir les non qualifié(e)s des années de l'entre deux guerres<sup>19</sup>. L'introduction des machines-transferts qui permettaient des usinages multiples sur une même machine après guerre devait entraîner l'enthousiasme d'A. Touraine, l'introduction de l'informatique dans les années 1960 entraînait celui de S. Mallet sur « la nouvelle classe ouvrière » technicienne<sup>20</sup>. Dans l'automobile la polyvalence et le travail en équipe semi autonome sur le modèle japonais du toyotisme devenait le nouveau paradigme de la productivité, étendu à l'échelle mondiale, avant qu'on s'aperçoive que les ouvrier(e)s de tous les pays du monde n'avaient pas les mêmes cultures, rythmes de travail, habitudes sociales et que le modèle mondial qui « bouleversait » à nouveau la condition ouvrière ne fonctionnait pas<sup>21</sup>.

Il n'en reste pas moins que le processus productif évolue très vite, les nouvelles technologies entraînent de nouveaux métiers. Le salariat est en extension continue dans des proportions encore inconnues. Le secteur du commerce et des employé(e)s présente une courbe de progression beaucoup plus rapide que les autres catégories sociales. Les petits producteurs et rentiers sont devenus très minoritaires en France, le salariat a quasiment tout recouvert.

Les rapports entre classe et salariat sont très complexes. Une définition précise de la « classe ouvrière » stricto-sensu avec des frontières économiques et/ou sociologiques précises, n'est pas l'objet de ce texte<sup>22</sup>. C'est en enjeu politique très disputé, non maîtrisé ni par la recherche, ni par les organisations politiques qui ont tenté de le faire. Ce texte se limite à constater des modifications qui n'apparaissaient pas dans les années antérieures.

Si on limite la notion de classe à un strict critère économique des producteurs de plus value, les analystes modernes montrent de manière convaincante de nouvelles formes d'obtention de cette plus value qui n'est plus créée par des ouvrier(e)s mais par des concepteurs de logiciels par exemple. Le travail incorporé ensuite, étant insignifiant et entièrement robotisé, n'incluant quasiment pas de travail humain. Une encyclopédie sur CD-Rom revient, en coût, à produire, autour d'un euro ; c'est le travail de conception qui crée la valeur dans cet exemple et non plus les ouvrier(e)s en nombre insignifiant qui le fabriquent.<sup>23</sup> Quelques processus complètement automatisés dans l'industrie du pétrole par exemple créent de la valeur avec très peu de travail humain incorporé.

Si on cherche des limites sociologiques à la notion de classe ouvrière, on retrouve d'autres difficultés, le croisement des critères pour les catégories charnières est source de discussion sans fin qui se résolvent parfois par des nuances sémantiques, souvent imprécises entre *prolétariat* (qui serait plus large ou plus étroit selon les auteurs) et *classe ouvrière*. Par exemple les seuls critères de condition de travail ne sont pas suffisants : les employé(e)s de commerce dans les supermarchés, magasiniers, caissières (*hôtesse de caisse* impose la terminologie dominante !), gondolier(e)s ont des conditions de travail très dures, une précarité presque toujours, des horaires en temps partiel non choisis, un travail exténuant (même avec la modernité des patins à roulette !), des salaires proches du SMIC et une hiérarchie oppressive. Ils/elles sont très proches, à mon sens assimilables, aux ouvriers/ouvrières. Des camarades de Solidaires travaillant aux Télécom font valoir que la situation dans les nouveaux métiers que constituent les « Centres d'appels téléphoniques » est elle aussi très proche :

cadences, travail intensif, petits chefs sur le dos, bas salaires, temps partiel non choisi... Mais une différence notable apparaît pour ces nouveaux salariés. Le chômage massif de la société française permet aux employeurs d'utiliser une main d'œuvre largement plus qualifiée (largement surdiplômée par rapport au travail demandé) que les employé(e)s d'hypermarchés. Il est probable qu'il faut au moins le baccalauréat pour accéder à ces métiers, que de nombreux étudiants y font des « petits boulots » pour financer les études ce qui n'est pas le cas dans le commerce de grande distribution<sup>24</sup>. La liste serait interminable de ces emplois charnières entre « petits » employé(e)s et ouvrier(e)s. Comme toute frontière elle est discutable, contestable et contestée selon les critères et les enjeux qu'on souhaite faire passer.

### **Lutte symbolique et idéologique.**

La conscience de classe ne vient pas du ciel, c'est une construction idéologique et politique portée par les intellectuels et les organisations militantes. La classe dominante a compris depuis longtemps ces enjeux symboliques. En même temps qu'elle s'attachait scientifiquement à détruire physiquement toutes les grandes concentrations ouvrières en se justifiant par l'aménagement du territoire et en dispersant les usines en petites unités indépendantes et éloignées, elle menait parallèlement une offensive idéologique efficace.

Il n'existe plus de revue à grand tirage, à fortiori aucun journal ni brochure patronale qui utilisent encore le terme « ouvrier ». Il a été remplacé par celui d' « opérateur ». La « chaîne de montage » n'existe plus, elle est devenue une « ligne » ! La caricature est à son comble chez Toyota, en Lorraine où la terminologie patronale utilise les anglicismes « *team member* » pour les ouvrier(e)s de chaîne et « *team leader* » pour le *fayot* chef d'équipe ! Les jeunes ouvriers ont intégré cette culture patronale : Pas le choix ! Le terme est imposé à l'école professionnelle, les élèves sont repris s'ils utilisent le vocable *ouvrier* jusqu'à ce qu'ils utilisent le bon terme : *opérateur*.<sup>25</sup> Une visite, en 2002, dans le cadre du « tourisme industriel<sup>26</sup> » en Seine St Denis permet de tester l'efficacité de la contrainte. Sur une quinzaine de sites industriels différents, à la fin de la visite lorsque le visiteur pose des questions en utilisant sciemment le terme *ouvrier*, le/la chargée de communication ou le contremaître qui organise la visite reprend systématiquement en utilisant le vocable *opérateur*.<sup>27</sup> Mais au delà des chargés de visites, beaucoup de jeunes ouvriers, sans culture syndicale utilisent et intériorisent le terme *opérateur*.

Autre exemple : la tenue de protection vestimentaire, le traditionnel *bleu* ouvrier qui contribuait à la reconnaissance immédiate d'une identité sociale a été modifié, les couleurs multiples ont marqué la volonté de segmenter une identité et de la remplacer par l'esprit maison, les *bleus* désormais gris chez Renault, verts à la RATP, blancs ou bleu ciel chez Dassault... ont toujours une valeur identitaire mais c'est celle de l'entreprise et non plus celle d'une classe. Pour que les choses soient bien claires, le nom ou le logo de l'entreprise apparaît désormais sur les bleus.

## « Condition ouvrière » : Le Retour !

Au début des années 1990, la représentation des ouvrier(e)s se modifie dans la société française. Leur apparition, par exemple, au cinéma est attestée d'abord avec les films anglais où le choc de la casse industrielle a été plus rude<sup>28</sup>. En France, entre 1993 et 2001, 28 films sont tournés représentant des ouvriers. Jamais le cinéma français n'avait autant mis les ouvriers en scène que depuis cette date<sup>29</sup>. La littérature de sociologie du travail retrouve une jeunesse perdue depuis P. Naville et G. Friedman. En 1998 paraît *Le monde du travail*<sup>30</sup> puis les sociologues qui travaillent depuis longtemps sur Peugeot Sochaux publient un ouvrage qui a un écho assez large (notamment lu à l'intérieur du G10-Solidaires) *Retour sur la condition ouvrière*<sup>31</sup>. Les entreprises font appel à des chercheurs pour leur communication : monographies sur PSA et Renault<sup>32</sup>. Le CNRS publie un numéro spécial de la revue *Terrain* intitulé *Travailler à l'usine*<sup>33</sup> ; *Le Monde diplomatique* fait paraître un numéro spécial sur *le Défi social*<sup>34</sup> ; la revue *Alternatives Economiques* annonce le retour des classes sociales<sup>35</sup> ; un ouvrage très récent vient de paraître sur la question, intitulé *Le retour des classes sociales*<sup>36</sup>. En parallèle un indice de ce retour est sensible chez les éditeurs qui rééditent des classiques ouvriers épuisés depuis un moment<sup>37</sup>.

Sur la scène sociale, sous le poids des licenciements initiés par les *licenciements-boursiers* chez Michelin à partir de 1999, le scandale et l'émotion soulevée dans un temps de très fort chômage, puis la lutte des Cellatex, des LU-Danone, Moulinex, Marks et Spencer appuyée par de nombreux salariés et notre propre organisation, la visibilité ouvrière montait d'un cran sous la forme cette fois de la « douleur » des ouvrier(e)s licencié(e)s ainsi qu'une colère qui n'avait pu se manifester lors du très fort mouvement de grèves de 1995. Dans l'actualité immédiate, le retour des plans sociaux dans ces années 2003/2004 en Lorraine et ailleurs (Daewoo, Arcelor, Métaleurop, ACT manufacturing à Angers, Péchiney, Air lib, Air littoral, LU à nouveau, Altadis-Seita, Alstom à St Ouen et à la Courneuve, Thomson à Rennes...) renforce l'aspect douleur que ressentent les ouvrier(e)s de ces régions sinistrées et la représentation de cette douleur est présente dans les médias.

## Allez les filles !

C'est le titre d'un ouvrage à succès<sup>38</sup> qui montrait, entre autres, de manière convaincante que, malgré leur meilleure réussite scolaire les filles n'avaient pas le même accès à la qualification sociale dans les entreprises que les garçons.

Les ouvrières n'ont, en général, ni la qualification, ni la réussite scolaire, ni la représentation dans la classe qu'ont pu avoir les ouvriers qualifiés. Elles représentent, sur un temps long, le quart des ouvriers. Le quart des femmes actives, en 1982, étaient des ouvrières en France<sup>39</sup>. Si le mouvement des femmes initié par les suffragettes, repris par les féministes des années 1970 est toujours présent en 2004<sup>40</sup> la visibilité des ouvrières est quasiment nulle. Pour des raisons liées à leur statut dans la société, dans l'histoire, jusqu'à nos jours, les ouvrières étaient et sont peu syndiquées. Les causes sont connues : patriarcat dominant, discrimination de la part des syndicats<sup>41</sup>, travail précaire souvent, très peu qualifiées<sup>42</sup>, sans école professionnelle (sauf pour les métiers « féminins » disparus), avec la charge des enfants ; l'ensemble de ces facteurs les amène moins que les ouvriers à la lutte syndicale. Il existe peu de grandes grèves à l'initiative des ouvrières<sup>43</sup> et pas de grandes figures de la lutte féminine à l'usine<sup>44</sup>.

Leur représentation peut changer, leur apparition après les conflits contre les licenciements chez Danone ou Moulinex où ce sont surtout des femmes qui ont subi les pertes

d'emploi ont été couverts par les télévisions. Un très beau film comme « Ouvrières d'usine » organisant la rencontre et faisant le parallèle entre ouvrières de chez Levis licenciées en Belgique et embauchées à Istanbul, en Indonésie et aux Philippines a été programmé à la télévision et tourne dans les circuits militants. Deux ouvrages récents et une revue sur le travail des femmes et des ouvrières ont pu sortir<sup>45</sup> en librairie. Le début de célébrité d'une actrice comme Emilie Dequenne qui joue des rôles dans des films présentant des ouvrières<sup>46</sup> et qui revendique son statut d'ouvrière en activité en même temps qu'actrice, est largement repris par les médias. L'ensemble de ces signes est peut être un indicateur de début de visibilité ouvrière dans la société française....

#### .... Classe ouvrière nulle part.

Ce qui est certain, c'est que la visibilité des ouvriers/ouvrières en tant que classe ne peut se faire en proclamant partout que les classes ont disparues ; que le monde ouvrier est devenu : *Un continent morcelé et silencieux*<sup>47</sup> ou *Un groupe invisible et dévalorisé*<sup>48</sup>. Ce qui caractérise les ouvrages d'histoire et de sociologie qui dénoncent souvent l'intensification du travail<sup>49</sup> et les mauvaises conditions de vie ouvrières en 2002, c'est le refus exprimé d'utiliser le terme de *classe ouvrière*, la *condition ouvrière* est acceptable mais pas la classe<sup>50</sup>. Les sociologues et historiens font des constats, se retranchent derrière l'aspect « scientifique » de leur étude; c'est oublier leur implication, leur rôle dans le processus de déconstruction ouvrière. Ce n'est sûrement pas en faisant des constats répétitifs et unanimes sur la disparition de la classe qu'il sera possible de revivifier une notion qui relève de l'idéologie, de la politique et d'une construction intellectuelle.

La difficulté de cette réapparition tient aussi à l'image négative du « socialisme réel » qui se réclamait, idéalisait, affirmait dans sa propagande être le porteur, le représentant de cette classe. Les sensibilités sur cette question dans une organisation de plusieurs dizaines de milliers de membres comme la notre sont forcément différentes, opposées ou/et contradictoires. La notion de classe est antérieure au marxisme; l'objet de ce texte n'est pas de poser le problème du rapport entre socialisme et classe ouvrière, c'est le rôle des militants, des organisations politiques et des historiens à y réfléchir.

#### Une classe « pour soi ».

L'identité est une question fondamentale des individus et de la société. De nombreux conflits sociaux ont pour origine, au départ, non la revendication économique, mais la lutte pour la dignité, pour une identité sociale. En 2002 la direction de PSA tolère la pratique religieuse sur les chaînes à Aulnay pendant les poses. Les jeunes d'origine immigrée n'ont en général que l'identité de *sauvageon* lorsqu'ils rentrent dans leur cité, ils n'ont plus la fierté de certains, leurs pères, d'être algériens, combattants ou, pour certains, militants ouvriers fiers d'une identité sociale. Même si c'est une construction intellectuelle il serait préférable que ces jeunes soient fiers d'être ouvrier plutôt que fiers d'être musulman. C'est en tout cas le point de vue de ce texte. En l'absence, construite ou plutôt sciemment déconstruite, d'identité sociale, c'est un lieu commun de constater les pertes d'identité qui se réfugient dans le nationalisme ou la religion. Lorsqu'ils en font partie les jeunes, les immigré(e)s, les ouvrières doivent pouvoir se réapproprier la notion de classe *pour soi*, c'est à dire, se réapproprier le sentiment d'unité qui manque pour que les salarié(e)s, les ouvrier(e)s du secteur privé soient

moins absents qu'ils ne l'ont été dans le mouvement de 1995. Dans un article très récent M. Pialoux parle des jeunes comme *l'avenir de la classe ouvrière*<sup>51</sup>, peut être faut il se servir du langage pour redéfinir les contours d'une classe qui engloberait cette fois l'ensemble de ses composantes. On observe, en 2004, des moyennes de 25% d'intérimaires sur les chaînes automobiles, associées souvent à des CDD qui atteignent parfois les mêmes proportions, il ne reste que la moitié des ouvriers pour engager un conflit qui, en tout état de cause ne sera pas majoritaire et ne pourra stopper la production. Les luttes récentes contre la précarité (Mac Do, Maxi livres, Arcades...) n'ont pu encore intégrer des luttes contre le travail spécifique intérimaire. Ces luttes, difficiles, ont été menées dans les décennies précédentes contre les marchands de travail. Ce peut être une orientation parmi d'autres pour le G10-Solidaires.

### **Les « sans ».... classe.**

Nous sommes attentifs au G10 solidaires à défendre aux côtés des travailleurs à statut, ceux qui n'en ont pas, les « sans » (droits, papiers, logements), les « exclus », les « précaires », les emplois-jeunes, les femmes immigrées ou non. Ces catégories ont joué un rôle important pour rompre avec un type de syndicalisme bureaucratique, sclérosé, incapable d'appréhender les modifications sociales. Nous revendiquons le soutien aux sans papiers, aux sans domiciles, aux sans droits, aux chômeurs(es), aux femmes dans la précarité. Or, les sans papiers issus d'une immigration immédiate où n'ayant pu se faire régulariser pour des raisons multiples sont dans leur immense majorité des ouvrier(e)s (qui travaillent pour une actualité récente essentiellement dans la confection, le bâtiment où le nettoyage/gardiennage). Les sans logis font également partie de cette fraction la plus pauvre de la classe ouvrière (souvent immigrée) qui bénéficie d'un emploi ouvrier mais ne peut se loger. Les chômeurs(es), même s'ils représentent des couches plus large de salarié(e)s sont dans leur majorité à la recherche d'un emploi ouvrier. Dans une lutte récente, initiée par Sud nettoyage et Sud rail pour les ouvrières de nettoyage/grévistes d'Arcades/Accor, sur un échantillon de 52 tracts ou articles de soutien, deux fois seulement le terme ouvrières apparaît<sup>52</sup>. La défense des « sans », comme celle des « exclus » a le mérite de montrer la différence, par rapport aux « inclus », par rapport à ceux qui ont des papiers ou du travail ou un domicile d'un point de vue humaniste. En même temps, elle efface la condition sociale ouvrière de ces salarié(e)s, elle occulte la notion de classe. L'exclusion, la notion de « sans » masque les rapports d'exploitation, masque le lien économique existant entre la classe qui détient le pouvoir et la classe exploitée.

L'idée, à approfondir, de ce texte, est qu'il est un temps pour tout : celui de se démarquer, de se détacher pour assurer une autonomie; un autre temps est, peut être, celui où nous en sommes où il faut réaffirmer dans les secteurs concernés une identité sociale.

Ce texte a pour fonction de lancer un débat d'idées dans l'organisation vers la ré-appropriation d'une identité qui a beaucoup souffert ces dernières années et qu'il est possible de faire ré-apparaître en l'élargissant à sa composante féminine, jeune et/ou immigré(e), ou issue récente de l'immigration. Notre positionnement syndical, notre expérience qui a refusé les clivages entre salarié(e)s avec ou sans statut peut nous y aider.

Des camarades ont réagi sur l'importance de la nécessité impérieuse de la défense la plus large possible de tous les exploités. Il n'est, ici, pas envisagé de déroger à cette règle qui veut que le syndicalisme défende tous les exploités, l'immense majorité des salariés, tous ceux qui ne possèdent que leur force de travail<sup>53</sup>. Un travail reste cependant à envisager : redonner corps à la notion de classe ouvrière qui ne se confond pas totalement (c'est en tout cas le point de vue exprimé ici) avec la classe des exploités, beaucoup plus large, et que nous défendons chaque jour aux impôts, à la poste, à l'hôpital, aux télécoms....

Nous pouvons nous réapproprier la lutte symbolique pour affirmer des notions de classe. Les vagues de licenciements les plus récentes (Metaleurop, Alstom, Air Littoral, Lu à nouveau, Thomson, STM microélectronics, SKF, Chantiers navals de St Nazaire pour la sous traitance...) sont l'occasion de réaffirmer la solidarité avec des ouvrier(e)s et salarié(e)s licenciés, d'entraîner la mobilisation contre le chômage et en même temps d'appeler les ouvrier(e)s et salarié(e)s par leur nom et ainsi, rappeler dans la société française l'existence de classes sociales.

Une autre idée, si l'on admet ce qui précède, si le salariat s'est modifié considérablement, si l'essentiel de notre développement s'effectue désormais dans le secteur privé, c'est que nos structures ne sont plus le reflet de ce développement. Nous continuons de nous adresser de fait à des salarié(e)s qui ont la sécurité de l'emploi et ne subissent pas la précarité. Nous ne pouvons continuer à dénoncer cette précarité, cette exploitation sans chercher à organiser ces mêmes exploité(e)s, ouvrier(e)s, femmes, immigré(e)s. Ce travail de syndicalisation, d'organisation passe par le canal des structures locales interprofessionnelles. C'est un des enjeux de notre prochain congrès de donner davantage de pouvoir, de représentativité, aux structures transversales de notre organisation : les Solidaires départementaux et locaux. Ces structures de base géographique seront complémentaires par rapport aux structures verticales, de branche, qui jusqu'à ce jour sont les seules représentatives, ayant un pouvoir effectif dans l'Union syndicale Solidaires. Le travail interprofessionnel qui se développe continûment dans les structures locales doit avoir sa représentation nationale. Enfin, notre Congrès doit indiquer clairement l'existence de classes sociales dans la société et la défense de la classe ouvrière, dans son sens le plus large, en ce qui concerne Solidaires.

**SOLIDAIRES G 10-93.**

Juin 2004.

<sup>1</sup> Sur la bourgeoisie et la classe dirigeante, les ouvrages classiques, reconnus : Pinçon/Pinçon-Charlot *Grandes fortunes*, Payot, 1996 ; *Dans les beaux quartiers*, Le Seuil, 1989. Bourdieu P. *La Noblesse d'Etat*, Ed. de Minuit, 1989.

<sup>2</sup> Vieux philosophe allemand très décrié aujourd'hui qui écrit dans une lettre très célèbre : « ...en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. » K. Marx à J. Weydemeyer, correspondance, 5/3/1852.

<sup>3</sup> Dans l'imaginaire de l'époque, l'ouvrier *d'avant garde* devait être non seulement le meilleur militant, syndicaliste, le meilleur délégué, mais aussi le meilleur professionnel dans son travail. Bien sûr la réalité était plus contrastée ! Cette éthique du travail était remise en question en partie par la jeunesse ouvrière de l'après 1968.

<sup>4</sup> La recherche sur les ouvriers non qualifiés qui avait émergée après 1968, s'est rapidement désintéressée de ces catégories qui connaissent davantage la précarité et en conséquence sont moins syndiquées, moins apparentes. La terminologie est cependant intéressante. D'abord considérés comme *surnuméraires* vers 1890 dans les qualifications professionnelles, ils passent au titre de *sous-prolétaires* (!) à partir de 1936, pour devenir des *ouvriers spécialisés* après la seconde guerre mondiale, des *agents de production* à partir de 1968 et, apothéose, des *opérateurs* en 2002.

<sup>5</sup> Pour les immigrés les ouvrages de référence : R. Schor *Histoire de l'immigration en France*, A. Colin, 1996, les ouvrages de G. Noiriel *Longwy immigrés et prolétaires*, Puf, 1984, *Le creuset français*, Seuil, 1988. Une très nombreuse bibliographie existe à partir du milieu des années 1980, sur les italiens avec P. MILZA et plus généralement les tomes multiples de Assouline-Lallaoui, *Un siècle d'immigration en France*, Ed. Syros, 1996.

<sup>6</sup> Très rapidement sur ces questions, on peut se reporter à deux revues : « L'Homme et la société » n° 117-118, *Luttes de classes*, 1995. La revue « Autrement », n°126, *Ouvriers, ouvrières*, 1992.

<sup>7</sup> La notion de *forteresse ouvrière* très largement répandue est bien sûr une imbécillité journalistique qui a fait la fortune intellectuelle de son auteur : J. Frémontier, journaliste à « l'Humanité » et auteur d'un livre partisan et à succès (*La Forteresse ouvrière Renault*, Fayard, 1971). La métaphore guerrière imagine la classe ouvrière comme une armée en marche, avançant d'un même pas, retranchée derrière ses grandes concentrations ouvrières, bastions et citadelles inexpugnables (!). Le second sens est, lui, utilisé par les détracteurs du monde ouvrier, c'est l'idée d'un monde à part, clos, hostile, impénétrable, sanctuaire communiste. En fait les *forteresses ouvrières* n'existent pas et n'ont jamais existé. Les grandes concentrations ouvrières sous le poids des aménageurs du territoire, d'une évolution des métiers ou des délocalisations ont toutes disparues : Le Creusot, la sidérurgie à Longwy, les mines du Nord et de Lorraine, les chantiers navals des Batignolles à Nantes, la Ciotat à Marseille... Bastions et forteresses doivent rester dans le domaine militaire, la *forteresse ouvrière* de Billancourt est tombée sans faire beaucoup de bruit en 1992. Un atelier ouvrier quelle que soit sa taille et son degré de politisation n'est pas à l'abri des décisions patronales et gouvernementales. Ce n'est pas non plus un monde clos, hostile, fermé, mais plus prosaïquement un lieu de production et de sociabilité traversé par des courants politiques et syndicaux multiples où la solidarité était plus facile du fait de la taille et de la concentration.

<sup>8</sup> L'intelligentsia que P. Bourdieu définissait, en souriant, comme : *La fraction dominée de la classe dominante*.

<sup>9</sup> Dans le cadre rapide de ce texte il est impossible de donner une bibliographie longue des auteurs ayant soutenu cette thèse, mais l'article : « La fin des métallos » d'A. Dewerpe (revue *L'Histoire*, n°112, mai 1988) est représentatif d'un analyste universitaire, fin connaisseur des patrons du coton au dix neuvième siècle, qui n'a qu'une connaissance plus qu'approximative des métiers de la métallurgie et qui annonce la fin des classes. Si cette représentation cesse après 1990, elle n'est cependant pas nouvelle. Dans les années 1970 Serge Mallet dans un autre ouvrage à succès voyait la naissance d'ouvriers-techniciens dès 1963 et la naissance d'une *nouvelle classe ouvrière* dont les conditions seraient complètement modifiées par l'automatisation (*La nouvelle classe ouvrière*, Seuil 1963, réédition 1969). Son prédécesseur dans cette voie, Alain Touraine, toujours cité en 2004, prédisait dès 1955 chez Renault une phase ultime de la production *celle de l'automatisme et de l'élimination du travail directement productif* qui, selon lui, avait déjà débuté cette année là chez Renault ! (*L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, Ed. du CNRS, 1955).

<sup>10</sup> Forum « *Pouvoirs, classes, multitudes, et contre-pouvoirs* » animé par D. Bensaïd le vendredi 8/11/2002 à Florence. Comme n'importe quel chiffre, il faut savoir ce qu'il englobe et comment il a été construit ce que n'ont pas développé les orateurs Alex Callinicos (Historical Materialism) et Chris Arman. La traduction, de plus, ne facilitait pas la compréhension de notions souvent précises. Il n'en reste pas moins, même si le chiffre final est imprécis, que c'est par centaines de millions que les paysans du monde en Asie du sud-est, en Chine, en Amérique latine, et en Afrique, quittent la terre pour travailler à l'usine.

<sup>11</sup> Ouvriers industriels (enquête 1998) :

Pour l'OCDE : 1951 87 millions ; 1971 119,4 millions ; 1998 112 millions.

Pour les USA : 1900 11 millions ; 1950 ; 20,6 millions ; 1971 26 millions ; 1998 31 millions.

<sup>12</sup> Selon le titre de l'ouvrage de L. Chevallier *Classes laborieuses, classes dangereuses*, Plon, 1953, rééd. Perrin 2002.

<sup>13</sup> On a pu le constater lors des élections prud'homales : Plus un tiers pour le collègue « commerce » depuis 1997, lors de la dernière élection.

<sup>14</sup> Chiffres extraits d'un petit livre, très clair, de lecture rapide : François Chastagner *Les Classes sociales, pertinence et permanence*, Le Monde éditions, 1997.

<sup>15</sup> A la RNUR par exemple, et dans la plupart des usines, c'étaient des ouvriers Renault qui balayaient les ateliers et des salariés handicapés qui tenaient les postes de gardiennage.

<sup>16</sup> Parfois ce sont les mêmes, le plus souvent immigrés, parfois vieillissant, parmi les premiers licenciés des grandes entreprises, ils retrouvent le même travail, sans statut, sans droits, avec des pertes de salaires d'au moins un tiers et la précarité en plus, chez des « marchands de soupes », sous traitants. Ils font exactement le même travail, parfois au même endroit (des exemples existent). La seule modification statistique, c'est qu'ils sont passés du secteur secondaire au secteur tertiaire, où ils ont rejoint les employés et les catégories intermédiaires !

<sup>17</sup> Sur ces questions voir les ouvrages de Michel Verret : *La Culture ouvrière*, CNRS/ACL Edition, 1988 ; *Le travail ouvrier*, A. Colin, 1982 ; *L'espace ouvrier*, A. Colin, 1979. Plus récent, le travail de recueil de témoignages sous la direction de Pierre Bourdieu *La Misère du monde*, Seuil, 1993 et C. Dejours, *Souffrance en France*, Seuil, 1998.

<sup>18</sup> Dans l'alimentation par exemple, un reportage télévisé récent montrait l'embauche d'ouvriers gauchers et droitiers pour prélever les blancs de poulet sur les carcasses suspendues des chaînes de volailles dans les abattoirs en Bretagne, l'un prélevait avec un couteau le blanc gauche et l'autre le droit, puis passait à un autre poulet, toute la journée pendant 8 h. Plus généralement, sur cette question non contestée au moins dans les milieux syndicaux : la revue *Alternatives Economiques* n°137, mai 1996 intitulée « Les habits neufs du taylorisme » entre autres, plus récemment : « Où va le travail ? » dans *Alternatives Economiques*, hors série, n°56, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp.78-79.

<sup>19</sup> à l'exception notable du temps de travail qui a beaucoup diminué et de la forme de rémunération, souvent à la pièce ou au boni avant guerre .

<sup>20</sup> Il faut se rappeler à ce sujet d'un métier qui a disparu mais a employé des dizaines de milliers d'ouvrières employées à la perforation-vérification des supports papiers-informatiques de l'époque et qui n'ont eu qu'une visibilité réduite pour les sociologues, alors que c'était un nouveau métier, imbécile et harassant.

<sup>21</sup> Voir sur cette question Durand/Stewart/Castillo *L'avenir du travail à la chaîne*, La Découverte, 1998

<sup>22</sup> Pratiquement toutes les organisations politiques du PS au PCF en passant par toutes les composantes de l'extrême gauche s'y est essayé depuis au moins 30 ans sans résultat concluant, les enjeux idéologiques étant très prégnants et la définition strictement économique et/ou sociologique non opératoire. Par exemple les militants de « Lutte Ouvrière » dans les années 1980 collaient des affiches: « Travailleurs de tous les pays unissez vous » où *Travailleurs* se substituait à *Prolétaires* modifiant le mot d'ordre de K. Marx dans un sens englobant et populiste. Le PCF après avoir défendu *le prolétariat*, puis *la classe ouvrière*, puis *le peuple*, plus récemment *les travailleurs*, pour faire de plus en plus large défend aujourd'hui *les gens*, s'il veut encore élargir il devra passer par des notions d'*anthropoïdes* ou d'*hominidés* !

<sup>23</sup> Voir sur cette question le travail de Toni Negri, lorsqu'il enseignait à l'université Paris VIII à St Denis.

<sup>24</sup> A l'exception de la période des vacances où des étudiant(e)s tiennent les caisses. Il faut rappeler que c'est seulement 60% d'une classe d'âge qui obtient le baccalauréat. Ce sont bien sûr les ouvrier(e)s et les employé(e)s des catégories les moins valorisées qui sont victimes de cet échec scolaire. Sur les salariés des « call centers » : Gilles Balbastre, « Les nouveaux esclaves de la téléopération », *Le défi social, Manière de voir*, n°66, nov-déc 2002, pp. 43-45. Voir aussi le film polémique « *Danger travail* » où le réalisateur filme un morceau d'anthologie sociale des rapports de production à l'initiative d'un petit chef dans un call-center. Sur la différence ouvrier(e)s/salariés exploités de la téléopération, voir l'article du journal *Le Monde* (29/01/2003), les 247 ouvrier(e)s de LU à Calais licenciées n'ayant pu se faire embaucher comme téléopérateurs(trices) car « *n'ayant pas le niveau nécessaire pour travailler dans ce centre d'appels* ».

<sup>25</sup> Sur la lutte symbolique voir la revue de P. Bourdieu *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 114 et 115, sept. 1996, « Les nouvelles formes de domination dans le travail », Seuil.

<sup>26</sup> Initié depuis trois ans par le Conseil Général, qui permet d'entrer dans les usines en visiteur, dans le cadre de son activité intitulée : « Et voilà le travail ! ».

<sup>27</sup> Sur des sites industriels multiples de la Seine St Denis comme PSA Poissy, PSA Aulnay, PSA St Ouen, RATP ateliers du métro St Ouen, Dassault-Falcon La Courneuve, SNECMA Genevilliers, Eurocopter La Courneuve, Orangina La Courneuve....

<sup>28</sup> Films de Ken Loach par exemple (*The Navigators* sur le rail, *Bread and roses* sur les ouvrières du ménage), films montrant le chômage, la fermeture des mines, comme *Full Monty*, *Les Virtuoses*, *Charbons Ardents*, *Les*

*Géants*, qui suivaient des productions plus anciennes aux USA comme *Harlan County, Roger and me* (1989) de Mikael Moore (sur les licenciements à Flint à la General Motors) ou plus récemment *The Big One* (1999) sur les conditions de travail chez Nike.

<sup>29</sup> Les films les plus connus : *Reprise* d'H. Leroux sur l'usine Wonder à St Ouen, le très beau film *Ressources Humaines* de L. Canet montrant une usine d'emboutissage mécanique, *Etat des lieux* de J.F. Richet, les films de R. Guédigian, *L'Usine* d'E. Pitard sur les 35 h dans la sidérurgie nantaise, des documentaires : *Sortis d'usine* (d'H. Leroux) sur les licenciements à Renault St Ouen et Renault Vilvoorde, les films de M. Trillat : *Les Prolos, 300 jours de colère* (dans une filature du Nord), le film de parti pris de L. Decaster sur la fermeture de l'usine Epeda *Rêve d'usine*, le film de A. Doublet *Les sucriers de Colleville*, le film de J. Champion *Pas un pas sans Bata*, celui de J.M. Vennemani *Metaleurop, Germinal 2003* ; mais aussi la mémoire des ouvriers immigrés : *Mémoire d'immigrés* de Yasmina Benguigui ou *Vivre au Paradis* sur l'habitat ouvrier et les relations sociales dans le bidonville de Nanterre pendant la guerre d'Algérie. Sur l'analyse de la filmographie ouvrière récente voir : Michel Cadé *L'Ecran bleu*, Presses Universitaires de Perpignan, 2001 ; revue *L'art du cinéma* n°32/33/34 « La figure ouvrière », été 2001.

<sup>30</sup> J. Kergoat/J. Boutet/H. Jacot/D. Linhart *Le monde du travail*, La Découverte, 1998.

<sup>31</sup> S. Beaud/M. Pialoux *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.

<sup>32</sup> N. Hatzfeld *Les gens d'usine*, (sur Peugeot Sochaux) Ed de l'atelier, 2001 ; *Poissy une légende automobile*, (sur Peugeot Poissy) Ed. ETAI, 2002

J.L. Loubet *Renault histoire d'une entreprise*, Ed. ETAI, 2000. Co-auteur de l'ouvrage précédent sur Poissy. Les trois derniers ouvrages sont préfacés par les directeurs des entreprises qui ont largement ouvert leur portes aux chercheurs.

<sup>33</sup> Revue *Terrain* n° 39, ministère de la culture/Ed. du patrimoine, « Travailler à l'usine », 2002.

<sup>34</sup> *Le Monde Diplomatique*, « Manière de voir », n°66, *Le défi social*, nov-déc 2002

<sup>35</sup> *Alternatives Economiques*, hors série, n°56, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, « Le retour des classes sociales », pp. 74-75.

<sup>36</sup> Paul Bouffartigue (sous dir.) *Le retour des classes sociales*, Ed. La Dispute, avril 2004.

<sup>37</sup> S. Weil *La condition ouvrière*, Gallimard, 1951, rééd. Folio, 2002 ; A. Perdiguier *Mémoires d'un compagnon*, Maspéro, 1977, rééd. La Découverte, 2002 ; R. Linhart *L'établi*, Ed. de Minuit, 1978, réédition 2000. L. Chevalier *Classes laborieuses, classes dangereuses*, Plon 1953, rééd. Perrin 2002 ; O. Schwartz *Le monde privé des ouvriers*, PUF 1990, rééd. 2002 ; M. Perrot, *Les ouvriers en grève*, Mouton, 1974, rééd. EHESS, 2002 ; Tommaso Di Ciaula, *Tuta Blu (bleu de travail)*, Federop et Actes Sud, 1982, rééd. 2003.

Les mémoires d'établis racontant leur passage à l'usine : M. Dresser *De l'amphi à l'établi*, Belin, 1999 ; *Les établis, la chaîne et le syndicat*, L'Harmattan 2000 ; V. Linhart *Volontaires pour l'usine*, Seuil ; les frères Rolin dont le dernier livre d'O. Rolin *Tigre en papier*, au Seuil, a été proposé au prix littéraire 2002.

Avec la destruction physique des bâtiments de Billancourt divers livres de photos et textes : F. Bon/A. Stephani *Billancourt*, Cercle d'art, 2004 ; E. Temime/J.Costa-Lascoux « Les hommes de Renault Billancourt », revue *Autrement*, 2004 ; et des livres de pure nostalgie : A. Rustenholz *Paris Ouvrier*, D. Woronoff, *La France industrielle*, Ed. du chêne, 2003.

Les chroniques écrites par les ouvriers eux mêmes : Robert Piccamiglio, *Chroniques des années d'usine*, Albin Michel, 2002, Jean Pierre Levaray, *Putain d'usine, Après la catastrophe*, L'insomniaque, 2003 ; Franck Magloire, *Ouvrière*, Ed. de l'Aube, 2003.

<sup>38</sup> C. Baudelot/R. Establet, *Allez les filles*, Seuil, 1992.

<sup>39</sup> D. Kergoat *Les ouvrières*, Le Sycomore, 1982.

<sup>40</sup> Par exemple de nombreux débats ont été initiés sur cette question au FSE de Florence, le débat récent en France sur la parité politique a eu un écho à la fois législatif et populaire. Si le mouvement syndical est, et a toujours été très attardé sur cette question, au sein du notre US-G10 Solidaires, cette question est présente et a été réactivée au moment des listes prud'homales.

<sup>41</sup> Sur cette question, entre autres : M. Maruani « Ouvrages de dames » dans la revue *Autrement*, n° 126, 1992.

<sup>42</sup> Les trois quart non qualifiées, pour un quart qualifié, (pour les hommes : un tiers non qualifié, deux tiers qualifiés). Enquête Emploi, 1989.

<sup>43</sup> A l'exception des « munitionnettes » qui fabriquaient les obus et remplaçaient les hommes à l'usine pendant la Grande guerre ou les grèves des chemisières, des années 1970 dans ces quelques années spécifiques des luttes sociales qui ont suivi le mouvement et la grève de mai 68.

<sup>44</sup> Il existe une bibliographie assez complète dans l'ouvrage récent de S. Schweitzer *Les femmes ont toujours travaillé*, Ed. O. Jacob, 2002.

<sup>45</sup> *Les femmes ont toujours...* op. cit. note précédente et : Laura Lee Downs *L'inégalité à la chaîne*, A. Michel, 2002. Voir aussi la revue « Travail, genre et société », n°8 sous dir. P. Alonzo, T. Angeloff, *Ouvrières les dessous de l'embellie*, L'Harmattan, 2002 et le roman autobiographique récent de Franck Magloire, *Ouvrière*, Ed. de l'Aube, 2002.

<sup>46</sup> *Rosetta* (palme d'or et prix d'interprétation à Cannes en 1999) qui présente la galère d'une chômeuse, *Une part du ciel*, film militant qui fait le parallèle entre une usine de femmes dans l'alimentation et la prison, ou *Une femme de ménage* où l'actrice joue encore un rôle socialement peu valorisé.

<sup>47</sup> Titre de la revue *Autrement* n° 126, revue citée.

<sup>48</sup> Titre de l'article de M. PIALOUX dans la revue *Santé et Travail*, n° 41, oct. 2002.

<sup>49</sup> Là encore la sémantique a un sens. N. HATZFELD, ancien établi d'extrême gauche devenu historien constate chez Peugeot Sochaux l'accroissement de la productivité, *l'intensification du travail*. En conclusion de son ouvrage, il polémique à distance temporelle avec K. Marx sur cette dernière notion. Il préfère utiliser le terme de *densification* du travail, justifiant son choix par le fait qu'au dix-neuvième siècle, les observateurs voyaient cette intensification sous la forme de l'allongement de la journée de travail ce qui ne s'est pas vérifié. C'est réel, mais c'est passer sous silence l'essentiel de l'analyse marxiste qui parle d'*intensification* du travail comme extorsion continue de la plus-value. Sur cette question, les chiffres d'auteurs non marxistes sont clairs : Dans un ouvrage statistique (passionnant ! ce qui n'est pas facile dans le genre !), ils montrent sur deux siècles : l'accroissement spectaculaire du pouvoir d'achat, la diminution de moitié du temps de travail et... *l'heure de travail 28 fois plus productive qu'au début de l'industrialisation* ! : O ; Marchand/C. Thélot *Le travail en France 1800-2002*, Nathan, 1997.

<sup>50</sup> Les auteurs (Beaud/Pialoux) font un constat : *La classe ouvrière en tant que telle a éclaté...* (p.418 Retour sur la condition ouvrière) *Malgré l'effondrement de la classe, le monde ouvrier n'a pas disparu...*(p.419). Ils font écho à l'intelligentsia qui a travaillé dans les années 1970 sur la classe ouvrière quand celle-ci était porteuse de réussite universitaire : Michelle Perrot : « *La classe ouvrière telle qu'elle s'est constituée au XIXème siècle, comme un élément stable, un problème central susceptible de modifier durablement les esprits et les cœurs a disparu.* » revue *Vingtième siècle* n° 60 oct-déc 1998 p.10 « La cause du peuple ».

<sup>51</sup> Ibidem.

<sup>52</sup> Articles de presse (Libération, L'Humanité), site internet des grévistes, tracts d'organisations de soutien (Attac, Collectif de solidarité, CNT, Sud rail, Sud nettoyage, Sud propreté et services). Les termes qui reviennent le plus souvent sont, dans l'ordre, celui de : « grévistes »(11), puis « femmes de ménages »(8), « femmes de chambres »(8), « salariées »(5), « personnel de nettoyage »(3), « femmes de ménage d'origine africaine »(2), « personnel en grève »(2), « employées »(2), « ouvrières »(2), « femmes en lutte »(1), « révoltées »(1), « salariées grévistes »(1), « femmes immigrées »(1), « personnel le plus souvent d'origine immigrée »(1) et enfin en anglais : « cleaning women »(1).

<sup>53</sup> Ce n'est pas l'objet de ce texte mais là encore les notions sont à préciser : Si la notion imprécise « d'exploité » semble la plus facile à défendre, la notion de défense des « salariés » doit être corrigée par la hauteur vertigineuse des plus hauts salaires. L'immense majorité des salariés perçoit des salaires inférieurs à ce qu'ils rapportent. Mais aujourd'hui les grands dirigeants d'entreprises sont aussi des « salariés » et il est clair que si nous sommes amenés à défendre la quasi-totalité des ouvriers, employés et cadres de chez Renault par exemple, Schweitzer, Ghosn ou ailleurs J.M. Messier ne font pas partie des salariés que nous défendons. Sur les possesseurs de leur « seule force de travail », la situation de la propriété a beaucoup évolué depuis le XIXème siècle, aujourd'hui, un foyer sur deux en France est propriétaire de sa maison principale, l'actionnariat salarié s'est répandu, ce qui ne se traduit pas par des nouveaux capitalistes ou des nouveaux propriétaires terriens, mais la notion de « seule » force de travail est à préciser.